

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés unissez-vous !

# Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

VENDREDI 27 OCTOBRE 1978 - N°778

Commission paritaire N°56 942 Tel. 636.73.76

2, 00 F.

## Le droit de grève attaqué

Patronat et gouvernement  
accusent les grévistes de mettre l'économie en péril



Ce ne sont pas les postiers qui mettent l'économie en péril, mais bien la crise économique qui met en péril les postiers.

### NEGOCIATIONS EGYPTO-ISRAÉLIENNE

## Begin décide d'étendre les colonies de peuplement

Tandis que le cabinet israélien accepte dans ses grandes lignes le plan de paix égypto-israélien, Begin, ne cachant plus ses desseins expansionnistes a déclaré à la Knesset que les colonies de peuplement existantes allaient être développées en Cisjordanie et sur les hauteurs du Golan en ajoutant que leur extension commencera dès que possible. L'Etat sioniste s'oppose ainsi totalement au souhait de Sadate d'associer le règlement du statut de la Cisjordanie au traité de paix entre l'Égypte et Israël.

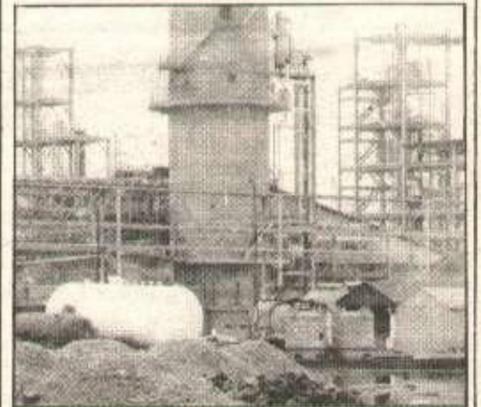
Lire en page 8

«La grève des marins met en péril le commerce extérieur, et donc l'ensemble de l'économie». «Si la grève des postiers se poursuivait, elle menacerait des centaines de petites entreprises». Gouvernement et patronat relancent la campagne contre le droit de grève, en accusant les travailleurs responsables de leurs propres difficultés, est grossier et éculé. Mais l'essentiel reste bien qu'il s'agit là d'une scandaleuse attaque contre le droit de grève.

Lire en page 4

PCUK (Pierre Bénite)

## Grèves de soutien dans la région



L'usine de Pierre-Bénite est toujours paralysée par la grève, et le soutien se développe malgré les menaces de la direction.

Lire en page 8

## 3 ouvriers tués dans la même journée

C'est très banal. A Tignes, un câble de télécabine a cédé, tuant deux ouvriers qui réparaient. A Lagny, une grue s'effondre sur un chantier, tuant un ouvrier. Dans la même journée de mardi. Déguisés en «accidents», passés le plus souvent sous silence, les crimes du capital continuent.

## Après le raid rodhésien : la Zambie se mobilise

A la suite du massacre perpétré par les troupes du gouvernement raciste de Salisbury, un premier bilan fait état de 1 500 morts dont une trentaine de soldats zambiens. Le président Kaunda a lancé un appel à la défense de l'indépendance et de l'intégrité territoriale de la Zambie. La Grande-Bretagne s'est déclarée prête à lui fournir une aide militaire sous condition que les armées livrées ne soient pas versées au Front patriotique du Zimbabwe.

Le Quotidien du Peuple  
gravement menacé  
25 millions d'ici  
le 1<sup>er</sup> novembre  
pour  
votre quotidien !

Lire en page 3

# Tribune de discussion pour le 3<sup>e</sup> Congrès du Parti Communiste Révolutionnaire m-l



La tribune de discussion pour le 3<sup>e</sup> Congrès du PCR ml est ouverte aux organisations du Parti, à ses sympathisants et ses amis. Dans ce cadre, les nombreuses contributions qui sont attendues pourront être publiées selon l'ordre et l'intérêt de la discussion. Le camarade Jacques Wandler, membre du Comité central et chargé par lui de cette tâche, répondra chaque fois que cela sera utile à ces contributions pour éclaircir le sens des modifications dans le projet et éventuellement, les développer.

## A propos des luttes de la jeunesse scolarisée

N'étant pas membre du PCR, je ne fais pas de proposition précise de changement. Il me semble toutefois que la partie du programme sur la jeunesse devrait être plus précise ; en particulier à propos des luttes contre l'école, elle devrait mieux intégrer les caractéristiques nouvelles du mouvement en cours.

Le mouvement actuel est en effet le premier depuis 1976 : depuis cette date, les facteurs négatifs de la situation d'ensemble d'avant mars 78, le peu de débouchés et l'absence d'organisation solide ont

empêché que les luttes dépassent le niveau local et ne permettent une riposte large à l'application de la réforme Haby. Cette situation de crise du mouvement de la jeunesse scolarisée s'est traduit aussi par le fait que toutes les organisations de jeunes présentes sur le terrain ont enregistré des reculs très significatifs : aucune n'est désormais capable, comme cela était le cas il y a quelques années («de mon temps»), de tirer la couverture à elle seule et d'user d'une situation privilégiée pour imposer au mouve-

ment dans son ensemble ses propres structures de coordination : la JC par exemple se caractérise par un recul très important, en tout cas par un taux de rotation des militants extrêmement rapide.

Aujourd'hui, les jeunes qui luttent depuis la rentrée n'ont pas connu l'effritement progressif des mouvements du début des années 1970. Dans l'état actuel des choses, il me semble que la frange la plus combative, quoique attentive aux risques de récupération, est plus ré-

ceptive aux idées révolutionnaires que ne l'étaient ses prédécesseurs, souvent très blasés et très réticents. Chose remarquable également, le poids des établissements à forte composition populaire. Enfin, très positif est aussi le fait qu'au-delà des revendications immédiates et à travers elles, se dégage un nombre non négligeable de lycéens qui globalisent le problème de l'école pour en venir tout de go à la question de l'avenir de la jeunesse, et du type de vie que la société actuelle leur propose. Il règne sur ces deux problèmes une angoisse quasi-généralisée dans la population scolaire.

Tous ces facteurs positifs ne peuvent cependant cacher que des problèmes se posent : le principal, c'est que le mouvement est sérieusement isolé. Certes, des grèves et des manifestations ont lieu en ce moment dans d'autres régions que Paris (hier au Havre, il y avait 2 500 élèves dans la rue), mais il n'en reste pas moins que la vague principale ne concerne que des points limités. Dans ces villes mêmes le comportement scandaleux (fallait-il attendre autre chose ?), la plupart du temps, des syndicats d'enseignants et très souvent des organisations de pa-

rents, a empêché un élargissement de l'action : le risque de marginalisation est donc ainsi assez grand, ainsi que celui d'actions très minoritaires, de solutions de désespoir ne menant à rien (dégradations de locaux par exemple). Pour éviter cela, des initiatives intéressantes de contact avec l'extérieur ont été prises, mais est-ce que cela est suffisant ?

Enfin, l'apparition d'une frange combative ne peut pas non plus dissimuler le fait que la masse, privée de perspectives pendant une assez longue période, est extrêmement désenchantée : s'il est impossible de généraliser des cas particuliers, il semble quand même qu'il y ait notamment dans les lycées un certain repli d'un assez grand nombre d'individus vers des idéologies ou comportements qu'on avait pu croire moribonds. Cela va du pacifisme à la religiosité, en passant par l'existence de points de vue franchement réactionnaires. Les sondages du *Nouvel Observateur* sur la «Bof-génération», quoiqu'il restitue une image très déformée et grossie de cette réalité, n'est pas sans renvoyer à certains de ces aspects qu'on aurait tort de négliger.

L'impulsion du travail révolutionnaire dans la jeunesse doit donc être très largement développé de façon à ce que le mouvement ne soit pas un coup d'épée dans l'eau, et qu'il puisse être une base pour le regroupement de la frange avancée. En plus de la diffusion de l'idéologie révolutionnaire, de la théorie et des exemples de socialisme (pour contrer la propagande officielle), il faut être prêt à se battre dans l'avenir sur deux questions essentielles et liées :

- le chômage,
- le processus de démantèlement de l'enseignement professionnel qui s'effectue dans l'indifférence générale et est en train de glisser complètement (en particulier l'apprentissage) sous la tutelle patronale.

Il serait bon que le programme du PCR fasse mention de ces caractéristiques nouvelles et du risque que la bourgeoisie constitue aujourd'hui à partir des jeunes qui sortent de l'école, une masse de pression contre les travailleurs actifs (travail gratuit, contrats, etc.)

M. D.  
Maître auxiliaire  
76 - MONTIVILLIERS

## A propos des appelés

Dans le paragraphe «La tâche centrale de la classe ouvrière en France : l'insurrection prolétarienne et l'instauration de la dictature du prolétariat» il n'est pas fait mention du fait que notre parti soutient depuis longtemps la lutte dans l'armée pour les libertés démocratiques.

Je propose donc qu'après la phrase «le PCR ml appelle les soldats à fraterniser avec ces mouvements» figure l'amendement suivant : «Le PCR ml soutient la lutte des appelés pour les droits démocratiques et la satisfaction de leurs revendications légitimes».

A ce propos dans la partie sur la crise politique, quand on parle de «mouvement de contestation dans l'armée», c'est trop vague et ça n'indique pas la phase où on en est à l'heure actuelle : le mouvement en question est aujourd'hui quasiment un mouvement d'appelés si les comités de soldats ont pu croire il y a 3 ou 4 ans que des engagés se joindraient à eux, le gouvernement s'est chargé de

liquider cette illusion en multipliant quasiment par deux les crédits affectés au personnel de métier, et les primes de toutes natures (exemple : maréchal des logis dans l'artillerie de marine à Djibouti : 9 000 F plus les primes) de façon à calmer la grogne qui commençait à poindre chez les petits gradés. Je propose un second amendement : «Des mouvements de contestation se sont poursuivis parmi le contingent».

Un appelé des FFA

## Giscard en Italie

# TENTATIVE D'HARMONISATION SUR LES PROBLEMES EUROPEENS

●Ce mercredi soir, Giscard était attendu à Rome, où il devait rencontrer son homologue italien Sandro Pertini ainsi que le premier ministre Andréotti. Au centre des entretiens, les problèmes communautaires, en particulier ceux de la monnaie européenne et de l'élargissement de l'Europe à trois nouveaux pays.

Les problèmes de la définition de la monnaie européenne ne sont toujours pas réglés, malgré les progrès enregistrés ces derniers mois. Les réticences les plus nettes viennent des pays à monnaie faible, comme l'Italie et la Grande-Bretagne. Lorsque le mécanisme du «serpent» était en vigueur, l'Italie a été le premier pays à le quitter : ce mécanisme, trop rigide, l'obligeait à soutenir sa monnaie, ce qui lui devenait impossible lorsque la baisse devenait

trop forte. Particulièrement la baisse continue du dollar tire constamment vers le bas la valeur de la lire italienne. Le gouvernement italien souhaiterait donc un système qui oblige les États à intervenir dès lors que leur monnaie s'éloigne trop de la moyenne des taux en vigueur. Cette clause étant dirigée contre l'Allemagne, dont la monnaie connaît un mouvement sans cesse ascendant. L'Italie revendique en outre des mesures au niveau européen pour rédui-

re les différences entre les niveaux de développement des différents pays, par une action prioritaire des fonds européens en faveur des pays les plus défavorisés, en particulier l'Italie. Ce qui revient en fait à demander aux pays les mieux lotis, dont l'Allemagne, de financer les économies les plus faibles. Ce que la RFA rechigne à faire.

Le même problème est posé par la Grande-Bretagne. On sait qu'un accord de principe est intervenu entre les gouvernements des Neuf sur la monnaie européenne. Toutefois, une décision définitive ne doit être prise que lors de la prochaine réunion du Conseil des ministres eu-

ropéens qui doit se tenir à Bruxelles les 4 et 5 décembre. Les négociations seront difficiles, d'autant plus que la position britannique, en principe favorable à la monnaie européenne, va certainement se trouver nuancée par la prise de position de la Midland Bank, une des quatre plus grandes banques commerciales de Grande-Bretagne, qui vient d'affirmer son hostilité au projet en cours.

Sur ce point, les entretiens entre Giscard et les dirigeants italiens vont tourner autour de la meilleure manière de limiter les exigences allemandes.

Un deuxième point à l'ordre du jour est celui de l'élargissement de la CEE.

L'Italie y est favorable, en dépit des problèmes que lui causerait la concurrence des vins espagnols pour écouler son vin sur le marché communautaire.

Ceci étant acquis, l'Italie souhaiterait que l'élargissement soit l'occasion de réviser la politique agricole communautaire dans un sens plus favorable aux produits méditerranéens. Le gouvernement italien devait donc tenter d'entraîner la France à prendre des positions identiques sur ce point.

François NOLLET

Lire en page 7 notre rubrique : «Connaître l'économie»

## CONSEIL DES MINISTRES : LES APPRENTIS

Le conseil des ministres de mercredi s'est «penché» sur le cas des apprentis. Non pas pour se préoccuper de leur surexploitation, ou de leurs «salaires» scandaleux, mais pour faciliter la création de nouveaux postes d'apprentis. Dorénavant, les employeurs qui ont déjà neuf ouvriers pourront embaucher un apprenti de plus sans que cela ne soit compté pour le paiement des taxes. L'Etat prendra en charge les cotisations sociales, et les contrats d'apprentissage seront moins draconiens. Il y a 220 000 apprentis en France.

## URSS-ALGÉRIE

Le ministre algérien des Affaires étrangères s'est rendu à Moscou pour y rejoindre Boumediène, qui prolonge sa «visite d'amitié et de travail» en URSS.

# Le Quotidien du Peuple gravement menacé

## 25 MILLIONS D'ICI LE 1<sup>er</sup> NOVEMBRE

Que ce samedi et ce dimanche de fin octobre soient un temps fort dans la bataille pour les 25 millions.

La bataille pour les 25 millions est devenue l'affaire de chacun. Les 50 F de cet ouvrier de Renault Cléon, les 500 F de ce sympathisant handicapé du CAT de Besançon, les 10 F de cet immigré de Mulhouse qui ont été publiés hier ainsi que les 100 F de ce petit paysan d'Auxerre, l'argent recueilli dans les collectes au porte à porte... En fait, toutes ces sommes

revêtent une même importance et en même temps, elles sont significatives de ce fait : le Quotidien du Peuple est le journal des travailleurs, de ceux qui luttent et qui font parfois de gros sacrifices pour envoyer quelques dizaines de francs très précieux.

L'effort ainsi engagé va se poursuivre.

Mais nous savons que ce samedi et ce dimanche de fin octobre vont être un temps fort dans le défi que tous ensemble nous avons engagé : faire vivre un quotidien communiste, cette arme sans égal dans les batailles d'aujourd'hui et qui sera indispensable dans celle à venir.

Partout, des initiatives se mettent en place, des dispositions sont prises pour mettre pleinement à profit ces 2 jours et gagner la bataille. Des équipes pour vendre massivement le calendrier sont constituées. Des collectes sur des marchés, ou des porte à porte dans des cités populaires sont déjà organisés. Des ventes au profit du QdP vont se poursuivre. Dans d'autres cas, c'est l'ami qui ne peut être vu en semaine et à qui il sera rendu visite...

Que ceux qui n'auraient pas encore pris leurs dispositions le fasse sans tarder pour s'inscrire ainsi pleinement dans ce combat pour la vie du Quotidien du Peuple.

<b>Besançon</b>	
Un sympathisant handicapé du CAT	500
Collectes	1 500
<b>Paris</b>	
H.	1 800
<b>Belfort</b>	
Vente	20
Porte à porte	70
Un jeune de l'UCJR	50
Une lycéenne de l'UCJR	60
Ventes	20
<b>Tours</b>	
F.F.	100
<b>Meudon</b>	
J.-P. G.	100
<b>Rennes</b>	
Ventes	230
Soutien	673
<b>Nantes</b>	
M.L. employé	500
Danielle	50
S. employée	200
Z. un lecteur	100
<b>Angers</b>	
D.G. pour que le journal vive	150
Noël	150
M.P.	20
B. pour une presse révolutionnaire	80
Eric	100
Ventes	50

<b>Saumur</b>	
Ventes	170
Des lecteurs	207
<b>Cléon</b>	
Un ouvrier de Renault	50
<b>Montpont en Bresse</b>	
Une enseignante	100
<b>Clichy</b>	
A.N.	50
<b>Grenoble</b>	
J.-L. G.	60
	200
<b>Gennevilliers</b>	
C. instituteur	100
C.L.	10
Des camarades	150
Collecte	324
<b>Saint-Denis</b>	

Ventes	76
Un lecteur	5
Un camarade	50
<b>Levallois</b>	
Un sympathisant	30
<b>Drancy</b>	
Collecte	125
Un camarade	100
<b>Montreuil</b>	
Un sympathisant	200
<b>Alençon</b>	
G.F.	100
<b>Ivry Vitry</b>	
Vente d'objets par des camarades de l'UCJR	155
A.T.	400
<b>Total</b>	<b>9 185</b>
<b>Ancien total</b>	<b>57 178</b>
<b>Nouveau total</b>	<b>66 363</b>

**Pour les 25 millions du Quotidien du Peuple, je verse** ..... F.

**Nom :** .....

**Adresse :** .....

.....

Etablir les chèques à l'ordre du Quotidien du Peuple : CCP ; centre Paris, compte N° 23 132 48 F  
Crédit Lyonnais : agence ZU 470 compte N° 7 713 J

### VILLOT TOUJOURS AU VATICAN

Contrairement aux pronostics, le cardinal français Villot continuera à être le premier ministre du Vatican. Jean Paul II l'a en effet confirmé dans ses fonctions, quelques heures avant qu'il ne reçoive Giscard, visiblement très satisfait.

### TROIS OUVRIERS TUÉS SUR DES CHANTIERS

A Tignes (Savoie), deux ouvriers sont morts écrasés mardi sous une énorme masse de onze tonnes. Ils étaient en train de régler dans une fosse le contre-poids d'une télécabine lorsqu'un câble a lâché, libérant la masse de béton. L'un des ouvriers avait 37 ans, et était père de trois enfants. L'autre avait 26 ans, et était célibataire. Un autre accident a eu lieu mardi sur le chantier Bouygues situé dans les Hauts de Lagny (Seine et Marne). L'ouvrier a été tué alors qu'il installait une grue.

## Prix Le gouvernement «réussit» son indice de septembre

Toujours prompt à se féliciter de son action, le gouvernement fait grand bruit autour de l'indice officiel des prix du mois de septembre. Contre toute attente, celui-ci n'est «que» de 0,6 % soit une augmentation comparable à celle du mois d'août, et en tout cas très inférieure à toutes les prévisions, y compris celles des milieux patronaux gouvernementaux.

Par secteur, ce sont les prix alimentaires qui ont cru le plus vite : + 0,8 %. Cela est dû notamment à la hausse du pain intervenue en août. Les prix des services, et celui des produits manufacturés, ont, quant à eux, augmentés de 0,7 % chacun.

La divine surprise de l'indice de septembre tombe vraiment à pic pour le gouvernement. Elle laisse présager une hausse totale des prix en 73 légèrement inférieure à 10 %. La fa-

meuse barre psychologique de l'indice à deux chiffres ne sera peut-être pas franchie. C'était nécessaire pour trois raisons : d'abord il fallait pour le gouvernement à tout prix prouver que libération des prix ne signifie pas automatiquement relance de l'inflation.

Ensuite, il faut que l'indice soit bas pour justifier les appels à la «modération» des salaires. Enfin, l'indice français ne doit pas trop décoller par rapport aux chiffres allemands, dans la perspective de l'union monétaire européenne. L'inflation allemande se situe entre 3 et 5 %, soit deux fois moins qu'en France. C'est un maximum pour que l'union monétaire européenne ait quelque chance d'exister.

Le gouvernement a donc réussi son indice, le plus bas depuis 1972 pour un mois de septembre. Les prix n'ont que très peu augmentés. Tout le monde s'en était aperçu.

## Thionville TABLE RONDE AVEC DES MILITANTS DU PCF

«Ce qu'on a fait ici, on voudrait que ça se fasse ailleurs»

«Je suis dans le doute, c'est pour cela que j'ai voulu cette table ronde». Ainsi s'exprimait vendredi dernier un militant du PCF de Thionville en plein cœur de la sidérurgie Lorraine. Devant cinq autres militants du PCF et quatre militants du PCR ml, il devait introduire la discussion en ces termes : «A Renault Cléon, des militants du PCF et des militants du PCR ont fait une table ronde. On m'a donné le journal qui en rendait compte, je l'ai lu, je l'ai relu, c'est formidable. Ce qui se passe vous le savez tous c'est qu'au niveau de notre Bureau politique, il y a beaucoup de choses qui ne vont pas».

L'attitude des différents partis de gauche, avant, pendant et après les élections, l'abandon par le PCF

de la dictature du prolétariat, l'attitude du PS et du PCF envers la lutte des résidents de foyers de travailleurs immigrés, la situation actuelle, la lutte contre le chômage, les perspectives politiques... c'est la liste ambitieuse des questions que ces camarades entendaient discuter avec les communistes révolutionnaires, et qui a commencé à être abordée.

Les militants du PCF présents, tous ouvriers, ont demandé que sa tenue soit annoncée dans le Quotidien du Peuple, sans que soit rendu public le contenu même de la discussion. Disons seulement que tous les participants tiraient un bilan tout à fait positif de cette réunion et qu'ils demandaient que d'autres tables rondes du

même type soient convoquées.

Un retraité de la sidérurgie devait fort bien résumer le sentiment général en déclarant : «Il n'y a pas de conclusion à cette table ronde parce qu'on n'a pas dit tout ce que l'on avait à dire ; on ne serait pas venu si l'on ne sentait pas qu'il y a quelque chose... mais, la prochaine fois qu'il y aura une réunion, je voudrais bien que ce soit au tour du PCR de nous donner sa ligne. Il faudrait que nous on puisse vous dire «dans votre ligne, il y a ça qui va et ça qui ne va pas». Il faut aussi dire une chose, c'est que ce qui vient de se faire ici, on voudrait que cela se fasse ailleurs».

Un exemple à suivre...

F. M.

1<sup>er</sup> bilan des grèves dans les PTTQUELQUES ECHOS  
DES CENTRES DE TRI

## ● Créteil

La grève a été massivement suivie, surtout dans les brigades de nuit. Pourtant les postiers du CTA n'ont guère d'illusion devant ce type d'action. Malgré tout, en participant à cette journée, ils voulaient montrer que la combativité est bien réelle, et qu'ils n'accepteront pas les arguments de certains, qui tirent profit de faibles mobilisations lors de mouvements de ce genre, pour prétendre qu'on ne peut rien faire.

## ● Austerlitz

A Austerlitz, participation assez importante à la grève, en particulier au tri, et à la manutention : 81 % au tri pour l'équipe de nuit de mardi à mercredi, 62 % pour le tri et 64 % pour la manutention. Mercredi à midi, une AG se tenait au transbordement. Contrairement aux espérances de nombreux syndicalistes, qui voulaient poser la question de donner une suite rapide à cette journée, l'AG n'a pas rassemblé largement les grévistes. Cependant, l'idée de reprendre la lutte, localement, sur les questions d'effectifs et contre les sanctions, est toujours présente. Ce mercredi, il n'y avait pas beaucoup d'illusions sur l'efficacité de ces journées d'action. Ce que recherchent aujourd'hui les postiers, c'est comment débloquent la situation, comment transformer la méfiance générale vis-à-vis des directives syndicales en propositions offensives, qui remportent l'adhésion des gars du centre.

## ● Paris Brune

La grève de 24 heures de mercredi, concernant les centres de tri et bureaux gares, a été assez bien suivie ; en milieu d'après-midi, sur quatre brigades (six au total), le pourcentage moyen de grévistes tournait autour de 60-65 % : selon la CFDT on notait 65 % de grévistes dans la brigade A, 71 % dans la brigade B, 55 % dans la brigade C, 59 % dans la brigade H.

## ● Le Mans

Alors que le nombre de grévistes n'était pas encore connu en fin d'après-midi, mercredi, un responsable syndical indiquait que d'après les discussions le mouvement serait bien suivi. «Je pense que la grève marche bien parce qu'on est vraiment acculé, question effectif et tout». Il y a huit jours les postiers du centre de tri du Mans avaient déjà été en lutte durant huit jours, pour les effectifs. Seuls les postiers du transbordement ont obtenu pour l'essentiel gain de cause (4 postes sur cinq demandés), dans la journée de mardi.

CENTRE DE TRI :  
UNE CERTAINE AMERTUME

La grève des centres de tri, mercredi, a été dans l'ensemble, bien suivie. Et c'est presque étonnant, quand on considère le nombre de postiers qui ont abandonné toute illusion sur ce type d'action. Il faut dire que, question confuse, les choses étaient bien prévues par les directions syndicales, sans parler de l'opération menée par FO, avec son mot d'ordre de grève générale pour mercredi : pour la CGT et la CFDT, le choix avait été fait de morceler la grève selon les services, sur une semaine, sans aucune initiative centrale, pas même une manifestation. Cet émiettement n'a d'ailleurs pas été du goût de tout le

monde, puisqu'aux Chèques Postaux de Paris, les employés ont carrément décidé de faire grève le 25, «temps fort» du mouvement.

Grève assez suivie, donc, mais pas du tout enthousiaste, vue l'absence totale de perspective pour les semaines qui viennent si ce n'est une autre journée d'action sans doute, avant le 15 novembre, au moment du vote du budget des PTT. De surcroît ce mot d'ordre de grève a été ressenti surtout dans les centres qui étaient en grève, localement, sur des questions d'effectifs, comme un coupe-feu, un moyen de les isoler, d'empêcher, d'autres centres de

les rejoindre. Pourtant, les postiers ont estimé qu'il valait mieux faire grève. S'ils avaient refusé ce mot d'ordre, cela aurait fait la part belle à ceux qui sont toujours prêts à dire qu'il n'y a pas de combativité, qu'on ne peut donc rien faire. Les postiers de Brune eux-même, qui s'étaient bien jurés de ne pas faire grève ce mercredi, après l'échec de leur mouvement il y a quelques semaines, ont participé à cette journée, dans des proportions proches de la moyenne nationale.

Pourtant, mercredi soir, il y avait une certaine amertume, un peu partout, devant la confusion propa-

gée par les directions syndicales, qui ne sortent pas renforcées de cette semaine. La méfiance, qui s'est développée tout au long du chapelet de journées d'action égrenées avant les élections, qui s'est renforcée au vu de la tactique syndicale pendant toute la période électorale, s'est encore accrue, avec cette semaine émiettée. La question qui se discute, avec encore beaucoup de difficultés, car les postiers ont été échaudés plus d'une fois, c'est d'avancer des propositions crédibles capables de concrétiser le mécontentement général sur les postes.

M. C.

DECHAINEMENT  
CONTRE LES POSTIERS

Cette semaine, les postiers en ont entendu de toutes les couleurs, à l'occasion de leur grève. Tout est bon, du côté des patrons ou du ministère, pour essayer de les faire passer pour des fumistes, et pour relancer sournoisement leurs projets de démantèlement des postes. On se souvient qu'en 74 déjà, le ministre des PTT de l'époque, Le-long, avait déclaré au sujet des postiers, qu'ils faisaient «l'un des métiers les plus idiots qui soient».

Ces derniers jours, c'est Ceyrac qui déclarait, le 24 octobre : «Le climat actuel de grève dans les services publics perturbe gravement la vie économique du

pays (...) Je n'ai pas à juger des motifs de ces grèves, mais je me demande si les grévistes du secteur public, qui sont en fait les privilégiés de l'emploi, mesurent suffisamment le mal qu'ils peuvent causer aux salariés du secteur privé... On n'a jamais vu le même Ceyrac s'effrayer des millions de lettres qui chaque jour ne peuvent même pas être triées, des tournées qui ne sont pas faites, fautes de facteurs...»

C'est aussi la Confédération générale des PME qui «dénonce avec vigueur les grèves intempestives dans les PTT», et qui veut établir un «Livre noir» sur «la

dégradation du service public». Il y a encore une délégation d'industriels lyonnais qui a été reçue par le Préfet de la région Rhône-Alpes : elle se plaint des «dommages considérables que cause aux entreprises la carence du service local des postes depuis plusieurs semaines...»

Cette délégation n'est sans doute pas allée voir ce qui se passe réellement dans les salles de tri, sur les quais de gare, quand il n'y a pas assez de postiers pour faire le boulot.

C'est enfin Norbert Ségard, le secrétaire d'Etat aux PTT, qui accuse les postiers de faire «une mauvaise action», qui parle

de conséquences «inadmissibles»...

Et dans le même temps, les sanctions pleuvent dans les centres, chaque fois que des postiers refusent de changer de poste de travail pour boucher les trous dans un autre service, chaque fois qu'une prise de parole déborde un peu sur le temps de travail... Ainsi, à Créteil, un militant CGT vient d'être changé de service, à Austerlitz, une procédure d'enquête est en cours contre une quinzaine de syndiqués. C'est de très grosses retenues sur les salaires, pour les jours de grève. Rien à voir avec les privilégiés dont on nous parle !

Asnières : les travailleurs d'IFP  
tirent un premier bilan  
de leur lutte

Grossiste en produits pharmaceutiques, IFP alimente la plupart des pharmacies et cliniques de Paris et de sa région : la société, en raison de son importance au niveau médical, fonctionne pratiquement 24 heures sur 24 heures. Des gardes sont assurées en permanence les jours fériés et week-ends.

Les conditions de travail sont pénibles, à tous points de vue : moral pour les standardistes qui subissent le bon vouloir des clients, pour les préparatrices au magasin qui travaillent à la chaîne ainsi que pour l'ensemble du personnel chargé des livraisons.

Le patron et les chefs ayant une attitude très paternaliste, il n'y a pas eu de lutte jusqu' alors. Pourtant, le 20 octobre, le per-

sonnel du magasin se met en grève alors que la direction accorde le coefficient 150 à cinq filles pour diviser les travailleurs.

Ils refusent de vivre avec 2 200 F par mois.

Pour le patron, le coefficient 150 signifie :

— connaissance complète de tous les travaux du secteur : approvisionnement, rangement, tenue, connaissance des produits (tout particulièrement le samedi), travail de qualité, primordial dans la profession. La direction veut faire passer un test. Pas d'absence. Ces mesures sont applicables dès le mois d'octobre pour les personnes ayant les qualités requises, car il ne peut y avoir de passage automatique à ce sujet.

Samedi matin, un tract est rédigé par les délégués et les grévistes, appelant l'ensemble de l'entreprise à

les soutenir. Lundi, à 6 h, le tract est distribué. Un appel à une assemblée générale à 8 h 30 et les négociations commencent jusqu'à 15 h.

Après un débat houleux avec la direction, un accord est ponctué :

— le coefficient d'embauche passe de 125 à 135,  
— après 3 mois complets de travail : 140,  
— après 9 mois complets de travail : 145,  
— au bout d'un an, au lieu d'un an et demi, le coefficient 150, et c'est là que les acquis se limitent. La direction reste floue sur les conditions à remplir.

Un bilan s'engage sur les acquis, les limites, les erreurs, commises dans cette lutte.

Corr. ASNIERES  
Avec des travailleurs  
d'IFP

## Malgré les menaces du gouvernement

Les marins poursuivent  
leur grève

Devant l'intransigeance des armateurs qui refusent d'ouvrir les négociations, les marins continuent leur lutte. La grève illimitée décidée à l'initiative de la CGT, puis soutenue par la CFDT, est massivement suivie. Aucun bâtiment ne quitte les ports français, le trafic est totalement paralysé.

La revendication des marins est nette, claire et précise. Elle n'a rien à voir, répétons-le encore une fois, avec les élucubrations chauvines que certains nostalgiques de l'époque coloniale essaient d'introduire. Les marins luttent à la fois pour leur emploi et contre les conditions scandaleuses dans lesquelles sont embarqués des marins en provenance du Tiers Monde sur les bateaux français. L'énoncé

de la revendication est donc sans aucune ambiguïté : statut unique pour tous les marins.

Cette grève commence à être efficace, elle bloque tout le trafic dans les ports français : les bateaux commencent à être détournés : aucune liaison n'est plus assurée avec la Corse ; à terme, le commerce extérieur risque d'en prendre un coup. Devant cette situation, le gouvernement au lieu de répondre à la revendication des marins,

brandit la menace. Un point spécial figurait mercredi matin au conseil des ministres à propos de la grève, mais aucune négociation n'était en vue mercredi à midi. Des menaces, proférées par le porte-parole de l'Elysée, voilà tout ce que le gouvernement a à dire aux travailleurs en grève.

Il va sans dire que ces menaces ne feront pas lâcher prise aux marins alors que précisément, leur grève est très efficace.

Le Quotidien du Peuple  
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19  
Crédit Lyonnais Agence ZU 470. compte N° 7713 J  
CCP N° 23 132 48 F Paris  
Directeur de Publication : Y. Chevet  
Imprimé par IPCC Paris  
Distribué par les NMPP  
Commission Paritaire : 56 942

Lycée de Noisy - le - Sec

## LES LYCÉENS DANS LA LUTTE

## LE TEMPS DE LA REFLEXION...

Après plus d'un mois de lutte, le lycée de Noisy le Sec perd peu à peu sa physionomie d'établissement en lutte. Sur la façade, les immenses lettres signalant «lycée occupé» se décollent, montrant explicitement que la lutte s'essouffle. Pourtant de nombreux lycéens restent mobilisés et prêts à partir à la moindre étincelle.

Alors que dans d'autres établissements de la Seine St Denis, mais aussi à travers le pays, les lycéens mènent toujours des actions, l'atmosphère bouillonnante du lycée occupé a laissé place à la morosité. Pourtant, les lycéens ne s'estiment pas battus, même si les cours ont repris à peu près normalement. Ils sont prêts à repartir dans l'action à la moindre étincelle. Pourtant ils devront, pour être efficaces, tirer le bilan de l'action engagée, ce que nous avons commencé à faire avec quelques-uns d'entre eux.

Le point important, c'est que le moral reste bon, les éléments actifs de cette lutte ont en effet cerné à peu près les causes d'interruption, ou plutôt ce qu'ils considèrent comme une suspension de la lutte, faute de perspectives.

Le lycée de Noisy-le-Sec a en effet une tradition de lutte. Tous les ans, au

moins une grève a lieu dans cet établissement. L'année précédente, le comité de lutte, composé de deux délégués par classe, a mené une bataille victorieuse sur divers problèmes de sécurité, et le règlement intérieur. De nombreux lycéens s'étaient en effet regroupés en son sein. Cette année, ils reconnaissent que ce qui a fait défaut, c'est l'existence même d'un comité de lutte représentatif, et ont l'impression de s'être fait «court-circuiter» par les profs. En effet, dès le premier jour de la rentrée, des lycéens diffusaient un tract intitulé : «Pas de rentrée sans tous les redoublants». Cet appel à la lutte avait été rédigé par des lycéens qui s'étaient vus quelques jours avant la rentrée et avaient appris qu'une cinquantaine de redoublants ne seraient pas admis dans l'établissement, «faute de place» et contrairement

aux engagements pris par le rectorat et la directrice. Cependant, les profs, profitant de la pré-rentrée, sans attendre les consignes de leurs directions syndicales, s'organisaient et partaient dans l'action dès les premiers jours, avant que les classes ne soient formées, contre les heures supplémentaires, les postes non pourvus, la suppression de la terminale D. Toutes revendications pour lesquelles se sont battus les lycéens, mais en se considérant comme force d'appoint.

Peu à peu, les profs s'essouffaient, leurs directions syndicales, notamment le SNES, stoppaient l'action, les parents qui participaient également au mouvement malgré les directives contraires de leurs fédérations, cédaient également, sauf exception, à la suite des profs.

Les lycéens menaient une action seuls : la retenue de la directrice ; ils tentaient également l'occupation, mais il fallait se rendre à l'évidence, la majorité souhaitait reprendre les cours normalement. Le comité de lutte, à l'exemple de celui de l'an dernier, n'a pu se mettre en place,

les classes n'étant pas formées, et le groupe (comportant une centaine de lycéens) qui menait la lutte baissait les bras. L'obstacle ? «L'individualisme, pour une bonne part» répond un lycéen. «Au lycée de Noisy, il y a beaucoup d'enfants de petits cadres ; ça reflète un peu la population de la ville, qui est moins populaire qu'Aubervilliers ou le Raincy. Ils ont l'impression de pouvoir échapper à l'avenir qui nous est réservé, qu'ils obtiendront le bac et pourront poursuivre leurs études». Mais les lycéens vont maintenant profiter du répit laissé jusqu'aux vacances de la Toussaint pour mettre sur pied cette structure qui a tant manqué et qui soit capable d'offrir des perspectives de sortir de l'isolement dans lequel ils étaient confinés (les contacts avec les autres bahuts étaient superficiels), briser l'individualisme en resituant les mesures Beullac dans le contexte de crise, en montrant par là que tous sont concernés, à l'exemple de Le Corbusier.

A Noisy, la lutte n'est pas morte.

Pierre CHÂTEL

Université :

manifestation mercredi

## «Vincennes à Vincennes !»

La rentrée des cours mercredi matin à Paris XIII-Villetaneuse a été un moment positif de mobilisation contre le projet de Saunier-Seïté, ministre des Universités, de détruire l'I.U.T. de St Denis et de démanteler l'Université de Vincennes en la transférant sur l'emplacement de cet I.U.T. Une manifestation appelée par les intersyndicales de Paris VIII et de Paris XIII, les UD CGT, CFDT, la section départementale FEN 93 et la direction nationale FEN-CGT-CFDT-UNEF a rassemblé entre 1 500 et 2 000 personnes et rencontré un vif intérêt de la population, en particulier des postiers, dans les quartiers populaires de St Denis, du théâtre Gérard-Philippe à l'IUT de la rue de la Liberté. Parmi les mots d'ordre, «Vincennes vivra, l'IUT aussi», «non au démantèlement des usines et des universités», celui de «non à la destruction, non aux licenciements, Vincennes à Vincennes» a été le plus repris malgré une certaine réserve des révisionnistes, plus intéressés par le démantèlement dans une

banlieue style Montreuil que par la lutte pour le maintien de Vincennes sur place. Les municipalités PCF ont proposé au moins huit sites différents, dont un dans le haut de Montreuil, dans le but de faire pression ensuite sur le Conseil général pour obtenir une prolongation des lignes de métro.

Une AG tenue mardi soir à Vincennes à l'appel de la section SGEN-CFDT a suscité l'intérêt des étudiants pour la création d'un comité de lutte qui rassemblerait syndiqués et non syndiqués parmi les personnels et tous les usagers de la faculté, afin d'expliquer plus largement encore le sens des revendications : maintenir et développer les acquis de Vincennes, se garantir contre tout démantèlement, tout licenciement, créer l'autonomie par rapport au Conseil d'université et aux membres du PCF qui, tout en s'opposant au déménagement à St Denis, en préparent un autre plus conforme à leur propre conception de l'université.

Corr. VINCENNES

## LUTTES OUVRIERES

Centrale de Richemont

## ENERGIE, ECOLOGIE ET LUTTE POUR L'EMPLOI

Depuis le 17 octobre, les travailleurs de la centrale de Richemont en Moselle sont en grève totale, avec piquet. A l'aide de leur section CFDT regroupant 75 % du personnel, ils entendent ainsi obtenir des garanties quant à leur avenir. La direction a en effet fait savoir que d'ici 1985, 200 d'entre eux allaient être licenciés. «Pourquoi ne mettraient-ils pas leur menace à exécution dès le printemps prochain ?» interroge un gréviste. Un autre ajoute : «Nous ne voulons pas tomber dans le piège dans lequel sont tombés certains sidérur-

La centrale de Richemont est une coopérative patronale, c'est-à-dire qu'elle appartient aux différents trusts de la sidérurgie lorraine. Elle produit de l'électricité en brûlant le gaz rejeté par les hauts fourneaux et «en appoint» du charbon lorrain pulvérisé, ainsi que du fuel et du gaz. Construite en 1950, elle sera «amortie» du point de vue des capitalistes, en 1981. Depuis sa création malgré quelques

modifications, elle n'a jamais connu de rénovation substantielle.

## UNE POULE AUX ŒUFS D'OR

On se trouve face à une entreprise d'une grande rentabilité puisque le kilowatt produit est vendu 8,63 F. Certaines entreprises sidérurgiques comme celle d'Uckange ne payent d'ailleurs le kilowatt que

deux centimes car elle fournit une grande quantité de gaz, récupérée de ses hauts fourneaux. Le gaz des hauts fourneaux ainsi brûlé n'a pas d'autres utilisations connues. S'il cessait de converger vers la centrale de Richemont, pour des raisons de pollution, il ne serait même pas question de le laisser s'échapper à l'air libre. Il faudrait le brûler aux torches. Par ailleurs, le charbon brûlé en appoint est extrait en grande partie du siège lorrain de la Houve. La centrale brûle un tiers de la production de la Houve qui fait travailler 2 500 personnes.

Ils débattent de la situation de leur centrale, des choix énergétiques de l'impérialisme français — question sur laquelle ils ont déjà beaucoup réfléchi — et de leur revendications, exigeant des

reclassements. La spécificité de cette lutte, c'est aussi qu'elle mobilise des travailleurs dont la qualification moyenne est élevée. Six délégués étaient cités en référé jeudi dernier pour entrave à la liberté du travail. Par trois fois, depuis, le juge a différé la décision d'expulsion. C'est maintenant jeudi à 10 h 30 qu'il devait communiquer son verdict. Si la justice tarde tant à faire connaître sa décision c'est aussi parce qu'elle sait bien que dans la situation actuelle en Moselle, du fait du nombre de chômeurs, le climat est explosif.

gés, ce qui, à terme, condamne encore un peu plus la centrale de Richemont.

## «IL NE FAUT PAS ÊTRE CONTRE LE PROGRES»

Les travailleurs de la centrale avec lesquels nous avons discutés ne sont pas hostiles à l'énergie nucléaire : «Il ne faut pas être contre le progrès» nous déclarait l'un d'entre eux. «On sait très bien qu'à l'époque des diligences, il y a eu des batailles contre les chemins de fer, mais on n'est pas maître de la sécurité de ces centrales. Il faut savoir, ajoute-t-il, que les normes de sécurité en vigueur aux USA et en URSS ne seront même pas appliquées à Cattenom.»

Par ailleurs, les grévistes s'insurgent contre la politique de l'EDF qui ne cesse de répéter qu'elle pourra faire face à la demande en cas de sécheresse par

exemple (ce qui ferait baisser le niveau des barrages) mais qui fournit actuellement de l'énergie aux trusts sidérurgiques à des prix très sensiblement équivalents à ceux de la centrale de Richemont, et cela, à perte, aux frais des usagers individuels.

De plus, avec raison, les grévistes s'insurgent contre la diminution d'activité de la centrale qui entraînerait une accélération de la baisse d'activité des mines de charbon, encore très riches. Par ailleurs, le choix du nucléaire nous rendrait, selon eux, tout aussi dépendants que le pétrole de pays étrangers. Les nombreuses ressources naturelles de la région en matière énergétique amène un certain nombre de grévistes à remettre en question «la revendication des reclassements», aussi «intéressants» qu'ils soient. Ainsi, l'un d'entre eux disait : «Moi, je vais plus loin, je dis : cette

centrale, elle a un site formidable ; elle est reliée par route, autoroute, canal. Elle est située en Lorraine, où il y a du charbon. Pourquoi ne pas agrandir puisqu'on en a la place ? Et les 200 personnes qui sont menacées de licenciements, pourquoi ne pas les réemployer pour continuer à faire de l'énergie ?» D'autres ne sont pas de cet avis et pensent qu'on peut, au mieux, s'opposer au chômage en demandant des reclassements qui ne sont pas des propositions-bidon. Mais des reclassements, même dans des centrales comme celles de l'EDF, ne signifient-ils pas pour nombre d'entre eux l'exode vers d'autres régions ? Certes, «c'est préférable que de se retrouver au chômage» comme nous le disait un délégué. Mais n'est-ce pas entrer dans une dangereuse logique, celle qui conduit les travailleurs à supporter les conséquences de la crise ?



## Gromyko en France

ORDRE DU JOUR :  
LA POLITIQUE FRANÇAISE

## LIBAN

Eddé, ancien président de la République libanaise, a déclaré que les propos de Guiringaud sur la responsabilité de Chamoun dans les combats du Liban étaient « exacts ».

## CHINE

Schlesinger, secrétaire américain à l'Énergie, a commencé une visite de douze jours en Chine. L'un des principaux objets de sa visite est de préparer un accord dans le domaine de l'exploitation pétrolière.

## CAMBODGE

Des informations recueillies à Bangkok signalent que des accrochages se sont produits mercredi sur toute la frontière vietnamo-cambodgienne, les forces vietnamiennes ayant pénétré de plusieurs kilomètres dans le territoire du Kampuchéa. De Phnom Penh, « La voix du Cambodge » indique que les incursions vietnamiennes ont lieu « afin de s'emparer des récoltes de riz tardif » et que les combats importants ont lieu dans la région du Bec de Canard qui constitue une des voies d'accès à la région sud-est de Phnom Penh.

● A l'occasion du voyage officiel de Gromyko en France il sera avant tout question de la politique étrangère française, et du lourd contentieux accumulé dans les relations franco-soviétiques. Lors d'une première entrevue avec Guiringaud, les discussions ont porté sur la détente et le désarmement. Les entretiens doivent se poursuivre jeudi où le ministre soviétique des Affaires étrangères rencontrera le président de la République.

Depuis le mois de juin 1977, les choses ne sont plus tout à fait comme avant dans les relations franco-soviétiques. A cette date, Brejnev ouvrait une visite en France, en se permettant de demander à Giscard des comptes sur sa politique de défense, lequel lui répondait qu'il n'avait « de comptes à rendre à personne ». Ce sursaut marquait un terme dans une longue suite de concessions, dont Giscard avait été l'acteur, laissant même un responsable soviétique exiger devant le Parlement un changement dans la politique de défense française, sans être rabroué comme il le méritait.

Une période nouvelle s'ouvrait : pour la première fois dans l'histoire des relations franco-soviétiques l'URSS attaquait violemment en août 1977 la politique africaine de la France

à l'occasion d'un voyage de Guiringaud en Afrique australe. Puis l'affaire du Shaba et l'intervention française qui mit l'impérialisme français aux premières lignes face aux ambitions soviétiques conduisit au printemps 1978 à un véritable gel des relations, marqué par le report d'une visite projetée du vice-ministre de la Défense, Ogarkov, et d'une de Gromyko.

DES RELATIONS  
PAS SI  
PRIVILÉGIÉES

Les « relations privilégiées » franco-soviétiques paraissent bien remises en cause. Au désaccord sur les questions bi-latérales, s'ajoutaient des désaccords sur le problème du désarmement, les positions françaises affirmées lors de la conférence extraordina-

re de l'ONU mettaient directement en cause les Soviétiques et s'opposaient à leurs propositions.

Du côté soviétique, Kosyguine et Brejnev mettaient à profit les acquis de la détente pour étendre et renforcer leurs relations avec l'Allemagne et les pays nordiques.

LE CHAUD ET  
LE FROID :  
UN COUP DE  
4 MILLIARDS

Dès lors, la position de l'impérialisme français à l'égard de l'URSS s'en trouve modifiée, puisqu'il perd en partie son rôle d'intermédiaire quasi-obligé qu'il avait eu au début des années 70. Pour autant, les Soviétiques n'ont jamais envisagé une rupture : dans le cours même de la dégradation des relations, ils firent un chaleureux accueil à Barre en octobre 1977, offrirent à Bourges la première mondiale de la présentation de leurs nouveaux chars et de certaines de leurs installations militaires. Ce n'était pas seulement pour alterner le chaud et le froid.

Mais également pour étaler leur puissance qu'ils le firent.

Bien plus, lors de la visite de Brejnev, ils avaient obtenu la signature d'une série d'accords parmi lesquels d'importants accords économiques. La santé du commerce extérieur de certaines branches comme la machine-outil est en partie liée à leurs réalisations.

Au début de 1978, les Soviétiques suspendirent toutes les commandes mettant en cause les engagements pris. En octobre 1978, le déroulement de la réunion franco-soviétique les autorisa à porter cette appréciation : « Politique, nous sommes heureux ». Ils débloquent d'un coup les commandes en suspens dont certaines furent traitées sans délai : 4 milliards de commandes avant fin 1978 contre moins d'un milliard depuis le début de 1978.

LA LETTRE  
DE BREJNEV

Par le jeu des pressions économiques, de tensions politiques soigneusement dosées, Brejnev revient là

d'où il avait été chassé. La lettre à Giscard envoyée il y a une quinzaine de jours appelle à une coopération franco-soviétique pour assurer la détente et la paix, et affirme son espoir que la France et l'URSS parviendront à une coopération et à une consultation sur les grands problèmes mondiaux. Brejnev propose à Giscard de reprendre des relations plus amicales pour autant qu'il accepte de faire de nouvelles concessions. Depuis juin 1977, la position dans laquelle se trouve le gouvernement français face au Kremlin s'est quelque peu amoindrie, non seulement parce que l'URSS a étendu ses relations avec les autres pays européens, mais aussi parce que l'URSS a élargi son assise internationale en s'imposant dans certains pays d'Afrique et d'Asie. De ce fait, la marge de manœuvre de l'impérialisme français est réduite pour maintenir à la fois de « bonnes » relations avec Moscou et résister aux pressions politiques du Kremlin.

G. CARRAT

## PROGRAMME TELE

Jeudi 26 octobre

TF 1  
18 h 55 - Les Mohicans de Paris  
19 h 15 - Une minute pour les femmes  
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 45 - Partis politiques. *Le MRG*  
20 h 00 - Journal  
20 h 35 - Le temps des AS, feuilleton  
21 h 30 - Le déficit européen  
22 h 35 - Gymnastique : championnats du monde  
23 h 05 - Ciné première. Invitée : François Giroud  
23 h 35 - Journal

A 2  
18 h 35 - C'est la vie  
18 h 55 - Des chiffres, des lettres  
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 45 - Top Club  
20 h 35 - Le grand échiquier, *Serge Lama, Gilles Vigneault...*  
23 h 15 - Journal et fin des émissions

FR 3  
18 h 55 - Tribune libre, *Le planning familial*  
19 h 10 - Informations  
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 40 - Télévision régionale  
19 h 55 - Il était une fois... l'homme  
20 h 00 - Les jeux de vingt heures  
20 h 30 - Un film... un auteur, *Rosebud, film américain d'Otto Preminger avec Peter O'Toole*  
22 h 30 - Soir 3

Vendredi 27 octobre

TF 1  
18 h 55 - Les Mohicans de Paris  
19 h 15 - Une minute pour les femmes  
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 45 - L'inconnu de 19 h 45  
20 h 00 - Journal  
20 h 35 - Au théâtre ce soir, *Pièces d'Éugène Labiche : Les deux timides, le misanthrope et l'Auvergnat*  
22 h 10 - Gymnastique : championnats du monde  
23 h 10 - Journal

A 2  
18 h 35 - C'est la vie  
18 h 55 - Des chiffres, des lettres  
19 h 45 - Top Club  
20 h 00 - Journal  
20 h 30 - Médecins de nuit, série 6<sup>e</sup> épisode  
21 h 30 - Apostrophes, *La peur*  
22 h 50 - Journal  
22 h 25 - Ciné-club. Une question de vie ou de mort. *Film anglais de Michael Powell et E. Pressburger, avec David Niven, Kim Hunter. Film Fantastique.*

FR 3  
18 h 55 - Tribune libre, *L'Alliance nationale pour la vitalité française*  
19 h 10 - Informations  
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 55 - Il était une fois... l'homme  
20 h 00 - Les jeux de vingt heures  
20 h 30 - Le nouveau vendredi. *Vue de Lyon : Les transplantations d'organes.*  
21 h 30 - Marine au pays des merveilles. *Dive-tissements.*  
22 h 25 - Soir 3

Chine  
LE COMMERCE EXTÉRIEUR  
AU SERVICE DE LA CONSTRUCTION  
DU SOCIALISME

● A propos du traité sino-japonais, Teng Hsiao-ping a déclaré : « L'établissement du principe anti-hégémonique est d'une grande signification internationale aujourd'hui ».

La signature de ce traité que Teng Hsiao-ping a ratifié au cours de sa visite officielle se fait parallèlement à la signature d'importants accords commerciaux. Un traité de commerce signé au

Le développement du commerce extérieur de la Chine, l'appel à la technologie étrangère ne sont nullement contradictoires avec le mot d'ordre bien connu du Président Mao « Compter sur ses propres forces » dans le domaine économique. Son libellé exact est d'ailleurs : « Compter principalement sur ses propres forces, prendre l'aide extérieure seulement comme appoint ». Dans « Les Dix Grands Rapports », Mao Tsé-toung déclarait « Notre politique consiste à apprendre des points forts de tous les pays et nations, à apprendre tout ce qu'ils ont de vraiment bon dans les domaines politique, économique, scientifique, technique (...). Mais il faut apprendre de manière analytique et critique, et non pas apprendre aveuglément ni tout copier pour l'appliquer mécaniquement. Il va sans dire que leurs faiblesses et leurs insuffisances ne sont pas à imiter ».

Dans les années 60,

alors que le départ brutal des Soviétiques et la continuation du blocus de l'impérialisme US, isolaient dans une large mesure l'économie du pays, le peuple chinois a su faire face à cette situation : alors que les experts étrangers affirmaient qu'il n'y a pas de pétrole en Chine, les travailleurs ont pu développer eux-mêmes l'exploitation gigantesque de Takiang.

Aujourd'hui, grâce à sa politique extérieure, la Chine a brisé le blocus des deux superpuissances et a développé des relations économiques et politiques avec de très nombreux pays, avant tous les pays du Tiers Monde. Engagée dans la lutte pour les quatre modernisations, pour faire de la Chine un pays d'économie socialiste puissante avant la fin du siècle, le peuple chinois compte avant tout sur ses propres forces. Mais aujourd'hui, compter sur ses propres forces, c'est aussi pour la Chine se donner

début de cette année prévoit un montant d'échanges de quarante millions de dollars. Ces échanges consisteront en la fourniture par le Japon de technologie et d'usines clés en mains en échange de livraisons de pétrole chinois. Que signifie aujourd'hui le développement des relations économiques de la Chine avec des impérialismes secondaires comme la France et le Japon ?

les moyens de développer la science et la technologie pour brûler des étapes et accélérer son développement économique. Par exemple, sans mécanisation rapide des moyens de transport et de l'agriculture, la production ne peut connaître de progrès décisifs. En ce qui concerne la technologie et la science, le Parti communiste a fixé comme tâche au pays de « rattraper le niveau mondial avancé » de la recherche de technologie étrangère en échange de pétrole. Cet objectif avait été fixé du vivant de Mao Tsé-toung et de Chou En-lai, mais elle avait été retardée par l'influence de la « bande des quatre ».

Il ne s'agit pas d'ouvrir le marché chinois en important massivement des biens de consommation, car la Chine se suffit largement dans ce domaine. Il ne s'agit pas d'enchaîner la Chine par des crédits à long terme. Aujourd'hui, grâce aux acquis de la lutte pour la production et la mise en valeur du pays,

le peuple chinois dispose de matières premières et de source d'énergie en excédent. Il se sert de cet excédent pour obtenir les éléments de technologie étrangère qui permettront de renforcer et d'accélérer sa lutte pour « les quatre modernisations ».

L'effort héroïque qu'a fait le peuple chinois contre le blocus des superpuissances, sa mobilisation actuelle pour les quatre modernisations, garantissent que l'appel actuel à la technologie étrangère ne constitue pas une attitude de « servilisme » bien au contraire.

D'autre part, le développement des relations de la Chine avec les impérialismes secondaires donne à ceux-ci la possibilité d'échapper dans une certaine mesure à l'emprise des superpuissances. En ce sens, ces relations sont inséparables des buts anti-hégémonistes de la politique extérieure chinoise.

J.P. Champagny

Le quotidien  
du Peuple

Pour mieux lutter

## CONNAITRE L'ECONOMIE

La création d'un système monétaire européen  
COMMENT ECHAPPER AUX PRESSIONS...

Par Jean-Pierre MORVAN

Au cours des dernières réunions des ministres des Finances des neuf pays européens de la Communauté Economique Européenne, une volonté politique quelque peu nouvelle, après 7 années de crise monétaire et d'incapacité de s'arrêter sur un projet de politique monétaire commune, semble se dégager peu à peu. Les déclarations insistent sur la nécessité de créer un système monétaire européen pour le début de 1979. Ces avancées ont été au centre des débats de la réunion des ministres des Finances du 27 octobre, les problèmes non résolus en ont été mieux délimités.

## Un système monétaire européen : une nécessité pour une éventuelle relance

Rappelons le projet dans ses grandes lignes.

L'accord signé par Giscard-Schmidt en septembre dernier, inspiré du sommet européen de Brême en juillet était le produit d'un constat simple. Si un jour relancer les économies capitalistes, il faudra pour l'essentiel ne compter que sur le développement des exportations, c'est-à-dire en fait la relance du commerce international.

Pour profiter au maximum d'une telle possibilité, il faut pouvoir échanger sans trop de risques les différentes monnaies nationales. Or, depuis 1974 et la flotaion généralisée des monnaies, rien ne garantit la stabilité de ces échanges monétaires. Dans ces condi-

tions, une solution du point de vue capitaliste : revenir au système des taux de change fixes. Et puisque la superpuissance américaine ne semble pas décidée à stabiliser les fluctuations du dollars, les pays européens de la CEE cherchent aujourd'hui à s'entendre pour créer une zone monétaire relativement stable dans un monde encore instable à cet égard. Cette zone monétaire européenne n'est en fait que la recherche d'un mécanisme qui permettrait de faire fluctuer de concert toutes les monnaies de la CEE par rapport au dollar.

## Vers un compromis difficile : qui paiera !

Quels ont les progrès réalisés depuis l'accord Giscard-Schmidt ? Tout d'abord la Grande-Bretagne et l'Italie qui hésitent, il y a encore un mois, à rejoindre le système monétaire en élaboration, ont fait un pas décisif en acceptant de participer à part entière au nouveau mécanisme, et cela sans période transitoire et sans exiger de conditions spéciales pour les marges de fluctuations. En d'autres termes, la Grande-Bretagne et l'Italie sont d'accord pour faire flotter la livre sterling et la lire italienne de concert avec les autres européennes.

Reste néanmoins que dans les semaines à venir, les différents comités d'experts-comité monétaire et gouvernaux des banques centrales devront préciser le fonctionnement du système.

La RFA, qui souhaitait que celui-ci soit très contraignant et à l'opposé la Grande-Bretagne et l'Italie, qui voulaient que leurs économies en difficulté en soient les principales bénéficiaires, semblent avoir accepté un compromis présenté par la Belgique et soutenu par la France qui a une position moyenne. Ce compromis porte sur les deux principaux points en discussions : le montant des crédits disponibles pour soutenir les monnaies qui seraient en difficulté et la nature des interventions préventives des banques centrales pour que les monnaies fluctuent ensemble et pour que les écarts ne se creusent pas (au delà de + ou - 2,5 % permis pour chaque monnaie par rapport aux autres).

Le montant des crédits disponibles début 1979 pourrait être fixé à 25 milliards d'unité de compte européenne (une unité de compte = 5,7 F, qui est une monnaie fictive créée en 1967 simplement pour faciliter les discussions et les accords sur les prix, notamment agricoles, les calculs de fond...)

La Grande-Bretagne, soutenue par l'Italie, souhaitait que les interventions se fassent automatiquement dès qu'une monnaie tirerait vers le haut ou vers le bas l'ensemble du système qui serait mis en place, c'est-à-dire dès que l'ensemble des monnaies européennes se réévaluerait par rapport au dollar, ou se dévaluerait.

Au contraire, la RFA insistait pour que ces interventions ne soient pas automatiques, qu'elles fassent l'objet de dis-

cussions et de négociations afin d'éviter d'être systématiquement en position de banquier de la CEE. Le représentant de la France, dans ce débat, a toujours adopté une position moyenne. Le compromis belge soutenu par la France propose le système d'intervention automatique sauf en cas de spéculation. Dans ce cas, il appartiendrait aux ministres des Finances et aux gouverneurs des banques centrales de décider s'il y a lieu de soutenir la monnaie en difficulté et à quelles conditions.

## Le dollar : la pierre d'achoppement

En fait, ce sont les pas les plus faciles qui ont été réalisés jusqu'à présent. Il reste encore sur la question essentielle à résoudre, un grand point d'interrogation : quelle sera la politique de la CEE à l'égard du dollar ? Et rien ne permet jusqu'à présent de prévoir la réalisation de cette condition si nécessaire à la naissance et la vie même d'un système monétaire européen.

Ce dernier doit déjà beaucoup au dollar. Ce sont les inquiétudes suscitées par la faiblesse persistante du dollar qui ont permis à Giscard d'arracher l'accord de Schmidt et rendre les choses possibles. La récente évolution de la monnaie allemande (DM) montre qu'aucune stabilité monétaire n'est possible en Europe sans régler le rapport des monnaies européennes avec le dollar.

La résolution de ce problème dépend principalement de l'attitude de chacun des pays de la CEE par rapport aux États-Unis !

De toute façon, aujourd'hui, un élément les unit : ils en ont assez de faire les frais de l'inflation et du chômage américains. Mais au-delà de cette attitude, il est encore difficile de prévoir quelle démarche les unira plus profondément.

En d'autres termes, la question est de savoir si les monnaies européennes, en flottant de concert, résisteront aux fluctuations du dollar (et en conséquence, à la concurrence des produits made in USA), ou financeront ces fluctuations et assureront ainsi la suprématie du dollar sur le monde capitaliste.

La solution sera certainement un compromis encore à définir entre les deux extrêmes !

Mais aujourd'hui, c'est encore l'impasse ! La seule politique commune élaborée jusqu'à présent, outre le refus de faire les frais de la baisse du dollar, est d'« inciter » Carter à réfléchir sur les dangers d'une poursuite de l'inflation.

Alors, comment obliger les États-Unis (désireux de sauvegarder coûte que coûte la suprématie du dollar) à prendre en mains la stabilisation de leur monnaie ? La réponse à cette question décidera si le projet monétaire européen vivra ou non ! Et là, tout reste à faire !

## le point sur...

## Le commerce extérieur 1- Un rééquilibrage fragile

Aujourd'hui, Giscard-Barre-Monory parient sur une possible relance vers la fin 1979. Pour cela selon la logique capitaliste, les moyens devront être une relance des investissements et un développement des exportations. Si le premier terme est une « affaire interne », le développement des exportations dépend des gains de production que les capitalistes auront arrachés aux travailleurs, mais aussi pour une grande part de la relance du commerce international.

Et là les cartes sont entre les mains d'économies plus puissantes : États-Unis, RFA, Japon. Ils dépendent aussi des résultats des efforts pour stabiliser le système monétaire international. Le pari est de redémarrer dès que les locomotives relanceront le train des économies capitalistes ; une condition doit être réalisée : l'équilibre du commerce extérieur et l'achèvement du redéploiement des échanges de la France avec le reste du monde. Sinon, tous les efforts auront été vains ; notamment, ceux

réalisés pour arracher aux travailleurs les marges de compétitivité si nécessaires dans le commerce inter-impérialiste.

Or, depuis quelques mois, Barre, Giscard, Monory et le ministre du Commerce extérieur se félicitent du « rétablissement du commerce extérieur ». Qu'en est-il ?

La croissance des exportations françaises (+ 6,6 % en volume en 1977, qui se confirme en 1978) dans un climat international guère propice (relance de l'inflation mondiale du fait de la baisse du dollar principalement constitue en soi, un résultat positif qui met en évidence certains points forts obtenus par l'impérialisme français. Notamment, l'excédent de ses échanges industriels atteint dès 1977 (plus de 40 milliards de francs) alors que ce n'était prévu que pour la fin du VII<sup>e</sup> plan. Cet excédent a été obtenu pour l'essentiel par les échanges de biens d'équipements (jusqu'à présent déficitaires) vers les pays du Tiers Monde (+ 18 milliards de francs en 1977) et pour un,

autre fait non négligeable : l'exportation d'automobiles. Enfin, il faut ajouter la progression de certains services : « Grands travaux, ingénierie, coopératives techniques » (10 milliards en 1977).

Pour l'essentiel toutes ces tendances se sont confirmées en 1978.

Il s'agit d'acquis qui correspondent aux plus fortes progressions de la demande mondiale, et surtout de la part du Tiers Monde.

Mais ces « succès » relatifs se trouvent tempérés par la nature de ralentissement des importations, l'autre terme de l'équilibre. Il a été calculé qu'à moyen terme, et dans des conditions normales, une « croissance de notre économie de 3 % par an se traduit par une progression de nos importations d'environ deux fois plus rapide ». Ainsi, ce ralentissement des importations n'a été acquis que par la stagnation de

la production intérieure.

De plus, la fragilité des échanges extérieurs se manifeste particulièrement dans trois domaines :

1. La « forte dépendance énergétique » reste l'élément majeur. En Europe, l'économie française est avec l'Italie la plus dépendante (75 % contre 58 % en moyenne pour la CEE). Malgré une baisse de la valeur du dollar par rapport au franc, le déficit se maintiendra difficilement en dessous de 80 milliards de francs jusqu'en 1980.

2. Une dégradation importante des échanges agro-alimentaires du fait de la hausse des prix des matières premières agricoles, et de la faiblesse de certaines exportations : viande porcine, bovins, produits laitiers, fruits et légumes.

3. Le redéploiement industriel reste très insuffisant, très loin de son achèvement. La part du

marché tenue par les entreprises françaises n'est importante que dans certains pays africains francophones et quelques pays tels que le Nigeria, l'Irak ou la Libye. En revanche, dans nombre de pays en forte croissance (Arabie Saoudite, Mexique...) la part reste inférieure à 5 %. Il en est de même en Asie du Sud-Est (qui constitue la zone la plus dynamique et la moins endettée du Tiers Monde) et parmi les pays scandinaves et l'Amérique du Nord.

Ces faiblesses s'expliquent par l'insuffisante adaptation de l'industrie française aux nouvelles données de la concurrence internationale. Si pour l'essentiel (et de manière encore fragile) l'impérialisme français a pu payer la « facture pétrolière », les pressions demeurent sous d'autres formes ; la concurrence interimpérialiste, la volonté des pays du Tiers Monde de construire leur indépendance économique.

Pierre Bénite (Rhône)

## PCUK ASSIGNE 11 DÉLÉGUÉS EN JUSTICE

8<sup>e</sup> jour de grève

A PCUK le mouvement a été massivement reconduit mercredi : 720 pour, 374 contre. Réponse de la direction : elle assigne au tribunal des référés 11 délégués, 5 CGT, 3 CFDT et 3 FO, vendredi après midi.

Après avoir contesté les résultats de la commission d'enquête, divulgués trop tôt selon elle, la direction de PCUK met le paquet : multiples interventions d'huissier, citations en référé, lettres de menace au personnel, refus de toute entrevue avec les syndicats.

Chez les travailleurs, l'opinion est unanime : « Il faut continuer de bloquer le portail. Maintenant, on ne peut que durcir le mouvement. On ne peut plus revenir en arrière ». Et il est vrai que la participation

importante au vote le montre. « Les travailleurs sont prêts à aller jusqu'au bout, c'est-à-dire que la sanction soit levée et l'assignation en référé suspendue. Quand on pose la question à la direction sur quels critères ces délégués sont trainés au tribunal, ajoute un délégué CGT, elle répond : on ne sait pas ! »

Un grand meeting rassemblant les travailleurs de PCUK et ceux des autres boîtes de Pierre Bénite se tenait jeudi matin devant l'usine pour préparer la riposte. Non seulement beaucoup de témoignages de solidarité affluent, mais aussi des boîtes du coin font 24 heures de grève jeudi, et d'autres des débrayages pour se joindre au meeting et soutenir ceux de PCUK.

D'après un responsable CGT : « Dans les autres usines du groupe, les travailleurs se mobilisent. A Dieuze, Paimbœuf, et d'autres usines du nord, des mouvements sont prévus sur les conditions de sécurité. Au niveau régional, on appelle à des débrayages sur l'ensemble de la chimie ».

Si le sentiment général des grévistes, c'est le refus du « lampiste » désigné par la direction, ce qui est en cause, ce sont bien les conditions actuelles de la production d'acroléine. « La sécurité, disent certains, ce n'est pas l'affaire de consignes, mais de moyens à mettre en place ». Chacun dénonce l'attitude de la direction de les prendre pour des pions, pour des gens qui remplacent les machines, de vou-

loir à tout prix leur laisser supporter la responsabilité des accidents. Cela est vrai chez les travailleurs de l'unité d'acroléine, qui subissent fréquemment mutations et mises à pied pour les « fautes » de travail.

Bien sûr, le débat : « Faut-il arrêter de produire l'acroléine ? Comment faut-il s'opposer à sa remise en route ? Comment imposer des mesures de sécurité, et lesquelles ? », ce débat est dans toutes les discussions. Les positions CGT et CFDT diffèrent un peu, nous y reviendrons demain. Mais dans de multiples domaines, cette grève à Pierre Bénite permettra une avancée réelle dans la lutte contre le trust pollueur.

Correspondant

Négociations israélo-égyptiennes

## ISRAËL DECIDE D'ÉTENDRE SES COLONIES DE PEUPELEMENT

Après dix-sept heures de débat, les ministres de l'Etat sioniste ont fini par approuver les grandes lignes de la négociation du traité de paix avec l'Égypte mais ils y ont ajouté une série d'amendements qui devra être discutée à nouveau lors de la poursuite des négociations à Washington.

Begin s'adressant à la Knesset n'a pas caché qu'il ne renonçait en rien à la poursuite de sa politique forcée de colonisation des territoires occupés, c'est ainsi qu'il a annoncé son intention d'étendre les colonies de peuplement déjà existantes sur la rive

ouest du Jourdain (Cisjordanie) et sur les hauteurs du Golan. Moshe Dayan sera chargé de faire accepter les nouvelles exigences sionistes aux américains et d'informer le département d'Etat que « l'expansion (des colonies de peuplement) commencera dès que possible ».

Ce renforcement de la politique expansionniste israélienne risque de mettre Sadate dans l'embarras car elle concerne précisément les points de désaccords avec les propositions égyptiennes. Le point d'achoppement qui retarde la signature du traité égypto-

israélien porte sur de futures négociations au sujet de l'autodétermination des Palestiniens en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, que l'Égypte souhaite voir discutée à la suite du traité de paix.

Sadate souhaiterait que le premier retrait militaire au Sinaï ait lieu en même temps que l'abolition du gouvernement militaire en Cisjordanie, ceci pour regagner la confiance des pays arabes, perdue avec la paix séparée avec Israël. Au moment où les États arabes sont unanimes pour

condamner la capitulation de Sadate et où ils vont se réunir à Bagdad sans l'Égypte, cette dernière feint de se préoccuper des intérêts du peuple palestinien. Ce que l'Égypte craint par dessus tout c'est qu'une nouvelle unité arabe se construise autour de l'opposition à sa capitulation, le rapprochement Syrie-Irak en cela inquiète l'Égypte au plus haut point, ainsi que la participation de l'Arabie Saoudite et du Koweït au sommet de Bagdad. L'isolement de l'Égypte n'a jamais été aussi grand.

Frank ROUSSEL

## ● Nouveau défilé a Matignon

Barre continue sa consultation des chefs des partis politiques. Mardi, c'était le tour du RPR, mercredi celui de l'UDF. Le PS et le MRG devaient suivre ; le PCF a, cette fois, décliné l'invitation. Labbé, président du groupe RPR, a rappelé à sa sortie l'hostilité du RPR à l'introduction de la proportionnelle pour les élections municipales dans les villes de plus de 30 000 habitants. Cette procédure favoriserait la constitution de nouvelles coalitions. Le RPR a également formulé des réserves quant au problème des limitations du cumul des mandats. Rappelons que Chirac est maire de Paris, conseiller général de Corrèze, et député du même département. En revanche, le mouvement gaulliste est favorable au projet de financement des partis politiques.

## ● Giscard inaugure

Mardi, dans le cadre de son voyage en Auvergne, Giscard a inauguré une portion de l'autoroute B 71. Cette autoroute avait été construite malgré une étude d'impact négative réalisée par les services du ministère de l'Environnement et rendue publique par des militants écologistes.

Mercredi, rentré à Paris, il a inauguré, à l'Hôtel de ville de Paris, une exposition consacrée au Général de Gaulle. C'est la première fois que Giscard se rend à l'Hôtel de ville depuis l'élection de Chirac à la mairie.

HLM de Quincy-sous-Sénart

## Lutte de locataires contre les hausses

Concurremment aux villes nouvelles d'Evry et de Melun-Sénart (Essone), s'étend tout près dans le Val d'Yerres, un vaste ensemble immobilier sur les communes de Quincy-sous-Sénart, Boussy-Saint-Antoine, Épinay-sous-Sénart et Brunoy. Le propriétaire de cet immense ensemble n'est autre que la SCIC (Société Centrale Immobilière de la Caisse des Dépôts), le premier promoteur immobilier de France.

A Quincy-sous-Sénart, les locataires de la « Résidence Le Vieillet » (HLM) sous l'impulsion de leur Amicale affiliée à la Confédération Nationale du Logement (CNL) ont refusé l'augmentation de 10 % des loyers décidée par la Société Propriétaire pour le 1<sup>er</sup> octobre 1978.

Au 14 octobre 1978, 169 locataires sur 488 au total n'avaient pas payé les 10 % de hausse mais un loyer identique à celui de septembre.

Les raisons de ce refus sont les suivantes : — 10 % de hausse au 1/10/78 ajoutée à 3 % au 1/3/78, cela fait 13 % pour l'année. Les salaires des locataires sont loin d'avoir été augmentés dans une telle proportion au 1<sup>er</sup> octobre.

— Cette hausse survient alors que les logements et l'ensemble du Vieillet sont le théâtre de nombreuses dégradations : terrasses qui fuient, façades extérieures fissurées, cloisons intérieures fissurées, travaux de réparation pratiquement pas réceptionnés, donc devant être souvent refaits aux frais des loca-

## ● Nucléaire Samedi 28 octobre marche du Pellerin à Nantes

Le Conseil d'État vient de donner un avis favorable à la construction de la centrale nucléaire du Pellerin (Loire Atlantique). Habituellement, cet avis précède de peu la publication du décret d'utilité publique promulgué par le Premier ministre. Ce décret autorise les exportations et le début des travaux par EDF. Les populations disent NON !

Contre la centrale du Pellerin, contre les expropriations, contre la politique électro-nucléaire de la bourgeoisie.

Tous à la marche du Pellerin à Nantes le samedi 28 octobre.

Rendez-vous à 9 heures au Pellerin. Pique-nique organisé à 13 heures.

## ● Titularisation des instituteurs suppléants Beullac recule

L'Assemblée Générale des suppléants-remplaçants du 1<sup>er</sup> degré qui devaient passer le concours interne à Chennevières (Val de Marne) a décidé à l'unanimité le boycott de ce concours. Cette décision fait suite à l'occupation du lycée Champlain de Chennevières (voir QdP d'hier). D'autres actions sont prévues pour imposer la titularisation des instituteurs auxiliaires.

Devant les luttes engagées par les auxiliaires du 1<sup>er</sup> degré dont la majorité risquaient d'être éliminée par le concours interne, Beullac, ministre de l'Éducation, a demandé à ses services d'ouvrir les listes départementales d'instituteurs remplaçants aux suppléants engagés avant le 1<sup>er</sup> octobre 1976. Ce qui leur permettra à terme d'être titularisés. Cette voie de titularisation avait été supprimée en août dernier.

Pour les suppléants recrutés après le 1<sup>er</sup> octobre 1976, le concours interne reste par contre la seule possibilité de titularisation.

Correspondant

## LA TANNERIE CHAPTAL EN GREVE A LAGNY

« On ne veut plus y laisser notre peau »

Depuis plus d'une semaine c'est la grève à la tannerie Chapal, à Lagny (Seine et Marne). La première depuis trente ans ! Mercredi dernier, cela a vraiment été le ras-le-bol : les délégués de la section CGT, montée voici un an et demi (avant il n'y avait pas de syndicat) devaient demander au patron une augmentation de 2 % en décembre, en plus des 2 % déjà acquis pour ce

mois, le paiement de 90 heures de « treizième mois » au lieu des 60 heures prévues et aussi l'amélioration des conditions d'hygiène et de sécurité. Le patron n'a même pas voulu discuter, a injurié des ouvrières ayant trente ans de boîte et a affirmé qu'il n'avait « rien à foutre d'une grève ». Cela a été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase.

A Chapal, qui prépare des peaux de vison pour Dior, les salaires ne dépassent guère les 12 F de l'heure, pour des conditions de travail très pénibles. Dans cette usine vétuste, les ouvrières et ouvriers (ce sont en majorité des immigrés) respirent en permanence des émanations d'acides, ou d'amidon. « Dans un atelier, les ouvrières ont leurs cheveux plus rapidement décolorés que les peaux traitées dans les bains ». La poussière est partout. Pour chaque travailleur, il n'y a pas d'année sans prendre au moins dix jours d'arrêt pour se « retaper ».

Et le patron qui voulait supprimer la prime de fin d'année pour un seul jour d'absence !

Depuis le début de la grève, suivie à une grande majorité, un piquet de grève ne laisse rentrer que le patron et les cadres qui pour finir les commandes en cours ont dû « retrousser leurs manches » et respirer à leur tour les acides et la poussière.

Communiqué

Correspondant